



Délibération n° 2009/0408

Séance du 8 avril 2009

**DOSSIER D'OBJECTIFS ET DE CARACTERISTIQUES PRINCIPALES
DESATURATION DE LA LIGNE 13 DU METRO**

Le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France,

- VU** les articles L 121-8 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** les articles L 300-2 et R- 300-1 du Code de l'Urbanisme relatifs à la concertation préalable ;
- VU** l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** le décret n°2002-1275 du 22 octobre 2002 relatif à l'organisation du débat public et à la Commission nationale du Débat Public ;
- VU** le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des Transports d'Ile-de-France et modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** le Contrat de Projets Etat Région 2007-2013, signé le 23 mars 2007 ;
- VU** le rapport n° 2009/0408;
- VU** les avis de la Commission des Investissements et de Suivi du Contrat de Projets du 6 avril 2009 et de la Commission de Démocratisation du 1^{er} avril 2009 ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

ARTICLE 1 : le Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales du projet de prolongement de la ligne 14 du métro à Mairie de Saint-Ouen afin de désaturer la ligne 13 est approuvé. Les objectifs du projet sont les suivants :

- la désaturation de la ligne 13 ;
- la création d'une offre de transport performante afin d'assurer une part dominante à l'accès en transport collectif aux secteurs de densification urbaine de Paris 17^{ème}, Clichy la Garenne, Saint-Ouen, Gennevilliers ;
- le maillage des transports collectifs régionaux en augmentant la performance de la branche Pontoise du RER C et la « connexion » du Val d'Oise avec le cœur de l'agglomération ;
- la possibilité d'accroître la capacité de la ligne 14 en créant des installations de garage et d'ateliers adaptées dans des secteurs propices à l'implantation de ce type d'activités.

ARTICLE 2 : les caractéristiques fonctionnelles du projet retenu pour être présenté le cas échéant en débat public ou en concertation préalables sont les suivantes :

- le tracé 1 est à privilégier pour permettre un éventuel futur prolongement. Des solutions à faibles nuisances en phase travaux seront recherchées ;
- les variantes A « sous la boucle » et B « Batignolles » de la station Porte de Clichy sont à étudier jusqu'au schéma de principe ;

- la station Clichy – Saint-Ouen est à prendre en compte car elle possède un réel intérêt socio-économique sans remettre en cause la décharge de la ligne 13 et l'exploitation de la ligne 14 ;
- la station Rome pourrait rester réservée jusqu'au schéma de principe pour préciser les mesures conservatoires, les coûts frustratoires etc.

ARTICLE 3 : en fonction du programme exposé ci-avant, le coût d'objectif du projet (part infrastructure) est fixé entre 932 et 954 M€₂₀₀₈ HT.

ARTICLE 4 : la directrice générale est habilitée à saisir la Commission Nationale du Débat Public sur la base de ce dossier.

ARTICLE 5 : les modalités de la concertation préalable des habitants, riverains, usagers, associations locales et autres personnes concernées, relative au projet de prolongement de la ligne 14, en l'absence d'organisation d'un débat public, sont approuvées. Ces modalités pourront comprendre notamment :

- une publicité préalable dans la presse et par voie d'affichage pour informer le public de l'objet de la concertation et des modalités de son déroulement ;
- une exposition d'information générale sur le projet, d'une durée de 2 semaines minimum, présentant des panneaux d'information ;
- la présence, sur les lieux d'exposition, d'un registre à disposition du public pour que celui-ci puisse y consigner ses observations ou suggestions ;
- la création d'un site internet dédié à la concertation, avec mise en place d'une adresse e-mail pour que le public puisse y consigner ses observations ou suggestions ;
- la mise à disposition sur place d'une plaquette d'information sur le projet ;
- la tenue de réunions publiques.

ARTICLE 6 : la directrice générale est invitée à lancer les études du Schéma de Principe et la confection du dossier d'enquête publique, en vue d'une approbation par le Conseil du STIF, en tenant compte des enseignements du débat public ou de la concertation préalable.

ARTICLE 7 : la directrice générale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui sera publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Ile-de-France.

Le Président du Conseil
du Syndicat des transports d'Ile-de-France

Jean-Paul HUCHON

